

Le commerce intra-régional rapproche les économies de l'EAC

PANA, 08 janvier 2012 Par Anaclet Rwegayura, Correspondant de la PANADar-es-Salaam, Tanzanie - Les avantages de l'intégration régionale rapprochent de plus en plus les Etats membres de la Communauté d'Afrique de l'Est (East African Community - EAC), alors que les échanges intra-régionaux se développent d'année en année. Pour cette raison, les Etats partenaires du bloc régional- Kenya, Tanzanie, Ouganda, Rwanda et Burundi - affirment qu'ils ne reculeront devant rien pour jeter les bases d'une croissance économique régionale. Apparemment, la direction de l'EAC a toujours reconnu les normes potentialités d'une économie régionale basée sur le commerce et l'industrie. Les ministres des Finances font preuve de cette volonté commune dans les budgets gouvernementaux annuels en s'efforçant de mettre en relation les économies de leurs Etats individuels..

Après avoir traversé des moments difficiles l'année dernière, la communauté entame 2012 avec l'ambition d'atteindre de nouveaux sommets dans l'intégration régionale, avec les différents acteurs du secteur privé unissant leurs forces pour créer un marché compétitif. Au cours des dernières années, le commerce intra-EAC a continué sur une tendance à la hausse, passant d'environ 2 milliards de dollars américains en 2004 à environ 3,5 milliards de dollars en 2009. Les performances de chaque Etat partenaire montrent des tendances haussières semblables aussi bien dans les exportations que dans les importations sur la période. Pour encourager les communautés d'affaires de la région à redoubler d'efforts en jouant le rôle qui est le leur en tant que moteur de la croissance dans la communauté, le président en exercice de l'EAC, le président Mwai Kibaki du Kenya, a indiqué qu'il est nécessaire de prendre plusieurs mesures pour améliorer l'environnement des affaires dans la région. Un excellent travail a déjà été fait en matière d'investissement du gouvernement dans les infrastructures physiques et dans les populations afin de promouvoir la libre circulation, mais beaucoup reste à faire pour faire passer la région d'une économie essentiellement agricole à une économie industrielle. Outre, malgré l'extension et l'amélioration des réseaux routiers et ferroviaires, des aéroports et de la fourniture d'électricité dans la région pour une économie régionale entièrement intégrée, il demeure encore un manque d'efficacité dans tous les systèmes d'infrastructure. Comme dans plusieurs autres pays en Afrique sub-saharienne, il y a un besoin évident parmi les partenaires de l'EAC de stimuler la recherche fondamentale et le développement scientifique qui pourraient conduire à de nouvelles technologies et applications commerciales. Afin d'aller de l'avant et de faciliter les échanges au sein du bloc, les gouvernements d'Afrique de l'Est doivent éliminer rapidement les barrières non tarifaires qui continuent d'augmenter le coût des affaires dans la région. Ce serait une perte de temps et de ressources financières, par exemple, s'ils n'accablent pas la mise en place d'un guichet unique au niveau des principaux postes frontières. En collaboration avec l'Agence de coopération allemande au développement, l'EAC va achever l'année prochaine un programme d'Infrastructure de Qualité (IQ) sur la politique commerciale et les réglementations. Le programme d'IQ régional est une combinaison de standardisation, d'assurance qualité, d'accréditation et de tests. Il est essentiel pour la libre circulation des marchandises dans la région ainsi que pour le commerce avec d'autres pays. Toutes les parties prenantes et les institutions d'infrastructures de qualité nationales ont été impliquées dans le processus. Selon le Secrétaire de l'EAC, le projet a obtenu de bons résultats dans la mesure où le secteur privé utilise de plus en plus des services IQ en stimulant le commerce intra-régional. "Malgré ce succès, la connaissance limitée des avantages liés au commerce que le programme d'IQ régional peut offrir, constitue un défi majeur qui se reflète sur la participation encore limitée du secteur privé dans les activités de création d'IQ, mais aussi sur la mise en œuvre lente de décisions régionales au niveau national", a souligné le secrétaire. L'harmonisation d'IQ devrait être accélérée après la conclusion de l'accord de partenariat économique (APE) entre les pays membres de l'EAC et l'Union européenne. La majorité des hommes d'affaires au sein de l'EAC se sont engagés dans de petites et micro-entreprises, mais sa capacité opérationnelle n'est pas assez importante pour résister à la concurrence des multinationales. Selon les analystes locaux, les gouvernements devraient habiliter le secteur des Petites et moyennes entreprises afin que les opérateurs du secteur puissent éviter d'être isolés et d'opérer en tant que partenaires à part entière dans les négociations.